

Les centres d'action sociale à l'agonie

Les CCAS de Bretagne tirent la sonnette d'alarme. Ils font face à des difficultés financières, faute d'aides suffisantes de l'État.

« On pourrait supprimer des structures : 2025, c'est l'année de trop. »

L'inquiétude plane au-dessus des centres communaux d'action sociale (CCAS) de Bretagne. Les présidents des quatre unions départementales (UD) se sont retrouvés à Pontivy (Morbihan), vendredi. Logement, précarité alimentaire, accompagnement des populations les plus vulnérables, etc., sont, entre autres, leurs préoccupations actuelles, évoquées lors d'un rendez-vous avec la commissaire en charge de la lutte contre la pauvreté auprès du préfet de Région.

Les CCAS de Bretagne font le constat que des décisions nationales (prime Ségur en particulier) ont fragilisé les modèles financiers des établissements médico-sociaux, mais aussi le secteur associatif. **« On est satisfait du Ségur car les salariés étaient sous-payés. Mais on ne nous donne pas plus de moyens. Il faut que l'État compense ce qu'il met en place »,** souligne Isabelle Rolland.

« L'application du Ségur a fait du mal »

La présidente de l'UD des CCAS et CIAS (centres intercommunaux d'action sociale) d'Ille-et-Vilaine cite aussi l'exemple des logements d'urgence. **« Emmanuel Macron a dit qu'il ne voulait plus personne à la rue. Mais l'État ne nous donne pas d'argent pour créer ces logements. Ils ont même diminué les moyens ! »**

Aujourd'hui, les CCAS vivent sous



Philippe Jumeau, Isabelle Rolland et Patrice Person.

1 PHOTO : OUEST-FRANCE

perfusion grâce au soutien des collectivités. **« Dans le Finistère, le Département a abondé pour soutenir les Ehpad. L'application du Ségur a fait du mal »,** affirme Patrice Person, homologue finistérien d'Isabelle Rolland.

Les représentants des CCAS bretons tirent donc sur la sonnette d'alarme avant que tout ne s'écroule. Ou ne bascule vers un modèle semblable à celui d'outre-Atlantique. **« La question est de savoir ce qu'on souhaite développer,** interroge Philippe Jumeau, président de l'UD du Morbihan. **Soit on décide de laisser ça au monde lucratif et dans ce cas, demain, seules les personnes qui auront les moyens pourront s'en sortir. Soit on revoit la construction du budget pour s'en sortir. »**

Yann CLOCHARD.